

# Plus de 250 ONG et personnalités s'inquiètent d'une possible extinction de l'ADEME

Dossier de la rédaction de H2o  
May 2026

À

Un projet de loi prévoit notamment de rapprocher localement les agents de l'ADEME et ceux des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), qui agissent sous l'autorité du préfet de région. Cela revient, de fait, à supprimer les directions régionales de l'ADEME, en diluant l'expertise de ses personnels dans des structures qui ne disposent ni de leur savoir-faire technique et scientifique, ni de leur ancrage auprès des élus et porteurs de projets locaux", s'inquiètent dans une tribune publiée dans Le Nouvel Obs des personnalités de la société civile, comme Cécile Duflot ou Cyril Dion, et des responsables d'ONG (France Nature Environnement, WWF France ou ATD-Quart Monde). "De telles dispositions signifient l'extinction, au bout de quelques années, de l'agence de la transition écologique et de tous les projets qui existent ou se lancent avec elle", estiment les signataires, saluant l'expertise scientifique et l'ancrage territorial de l'agence et son action en faveur d'une politique écologique ambitieuse.

Le gouvernement assure de son côté qu'il est hors de question de supprimer l'ADEME, selon les propos de la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, lors d'une audition parlementaire le 15 avril. "Nous considérons que l'ADEME doit agir plus clairement au sein du giron de l'État. C'est le sens des travaux menés. L'objectif est d'améliorer les synergies et la fluidité des relations de travail entre l'ADEME et les services déconcentrés de l'État, tout en conservant l'intégrité et l'identité de l'opérateur", a assuré depuis lors Mme Barbut devant l'Assemblée nationale.

L'ADEME, comme d'autres agences gouvernementales (et sans doute plus que d'autres), fait l'objet depuis plusieurs mois d'attaques virulentes de certains responsables politiques de droite et d'extrême droite, jugeant notamment son fonctionnement trop coûteux et appelant à sa suppression.

Tribune - Le Nouvel Obs